

M. Woolliams: Monsieur l'Orateur, je n'ai pas demandé au premier ministre de faire une déclaration aujourd'hui. Je lui ai demandé si, prochainement, il nous exposerait les intentions du gouvernement. Je ne demande pas de réponse aujourd'hui, mais j'aimerais savoir s'il pourrait bientôt nous donner une idée générale de sa politique, que nous aimerions connaître.

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Le député aura toute la chance voulue d'en prendre connaissance lors de l'exposé budgétaire et en d'autres circonstances.

LES PÉNITENCIERS

COLLINS BAY—ENQUÊTE SUR L'ÉVASION DE PRISONNIERS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Erik Nielsen (Yukon): J'aimerais poser au solliciteur général une question ayant trait à l'enquête judiciaire que le gouvernement aurait ordonnée mercredi dernier sur l'évasion de quatre détenus du pénitencier de Collins Bay. Dira-t-il à la Chambre si une telle enquête a été instituée et, si oui, pourquoi le gouvernement n'a pas annoncé la nouvelle mercredi dernier?

M. l'Orateur: Une question semblable a été posée hier ou avant-hier. Je ne saurais dire si elle était libellée exactement comme celle que l'honorable député vient de poser. Toutefois, comme le solliciteur général semble disposé à répondre, il pourra se reporter en même temps à la question posée antérieurement.

L'hon. L. T. Pennell (solliciteur général): En réponse au député, puis-je signaler que la nomination du juge Deyman a été faite en vertu de la loi sur les pénitenciers par le commissaire et non par le ministre. J'ignore si tous les détails sont réglés et si le juge a obtenu l'autorisation du doyen des juges de la cour de comté pour agir à ce titre. Cependant, je crois que cette permission sera donnée sous peu.

M. Frank Howard (Skeena): Je voudrais maintenant poser à nouveau la question que j'ai posée hier et à laquelle vous avez vainement invité le ministre à répondre. J'ai demandé hier au ministre s'il avait une déclaration à faire au sujet des rumeurs d'après lesquelles (1) des fonctionnaires du pénitencier de Collins-Bay savaient qu'il y aurait sous peu une tentative d'évasion et (2) qu'au moins un des fusils des gardes était tellement enduit de graisse qu'il ne pouvait faire feu?

[M. l'Orateur.]

M. l'Orateur: Je remercie le député de m'avoir rappelé sa question et d'avoir confirmé qu'elle est irrecevable.

M. Nielsen: Puis-je poser une question supplémentaire au solliciteur général? Dois-je comprendre que cette enquête vient à peine d'être instituée?

L'hon. M. Pennell: La réponse est oui, monsieur l'Orateur. Je crois comprendre que si les autorisations sont données, l'enquête commencera lundi prochain.

LA CONSTRUCTION NAVALE

LA COLOMBIE-BRITANNIQUE—LE DÉPÔT DE CORRESPONDANCE RELATIVE À DES SUBVENTIONS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. T. S. Barnett (Comox-Alberni): Une déclaration faite hier soir par le ministre des Transports au comité des subsides et portant que le premier ministre avait reçu une lettre du premier ministre de la Colombie-Britannique au sujet du programme de subventions pour la construction navale m'incite à poser une question au premier ministre. Va-t-il déposer une copie de la lettre qu'il a reçue du premier ministre de la Colombie-Britannique ainsi qu'une copie de sa réponse? Dans le cas de l'affirmative, quand va-t-il le faire?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, il ne s'agissait pas d'une lettre mais d'un télégramme. J'ai travaillé ce matin à la préparation d'une réponse sous forme de lettre. Si le premier ministre de la Colombie-Britannique n'y voit pas d'objection, je serai heureux de déposer la correspondance.

LE NORD CANADIEN

L'AMÉNAGEMENT DE ROUTES D'ACCÈS AUX RESSOURCES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Robert Simpson (Churchill): J'aimerais poser une question au premier ministre. Le gouvernement a-t-il accordé plus ample réflexion à la possibilité d'étendre ou de rétablir le programme d'aménagement de routes d'accès aux ressources?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): J'aimerais tenir cette question pour préavis.

LES RELATIONS OUVRIÈRES

LA GRÈVE DU CENTRE DE RECHERCHES NUCLÉAIRES À WHITESHELL (MAN.)

A l'appel de l'ordre du jour.

M. E. R. Schreyer (Springfield): Ma question s'adresse au ministre de l'Industrie, mais